

Santé Protection Animale et Protection de l'Environnement

TOULOUSE, le 12/04/2023

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 30/03/2023

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**  
**SOLEVAL FRANCE**  
40 chemin de Quilla  
31190 AUTERIVE

Référence : SM/2023-01114  
Code AIOT : 0053100020

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2023 dans l'établissement SOLEVAL FRANCE implanté 40 chemin Quilla 31190 Auterive. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle fixant une fréquence de contrôle pour cet établissement "A Enjeux" d'un contrôle tous les 3 ans, le dernier ayant été réalisé le 18/11/2020.

Cette inspection rentre également dans le cadre du suivi de certaines plaintes de riverains pour nuisances olfactives.

L'inspection a également diligenté pour 2023, un contrôle inopiné AIR qui n'a pas encore été réalisé.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLEVAL FRANCE
- 40 chemin Quilla 31190 Auterive
- Code AIOT : 0053100020
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Etablissement collectant des sous produits animaux de catégorie 3 (SPAN) avec transformation  
- en graisses (lipochimie, biocarburant) et  
- en Protéines Animales Transformées (PAT) destinées à l'alimentation animale (Petfood)

Prévisionnel d'activité pour 2023: 36 270 tonnes de matières premières utilisées.

L'établissement relève des rubriques IED 3642-1 et 3650.

Il est soumis au BREF SA (abattoirs et équarrissage) actuellement en cours de révision avec un dossier de réexamen à venir quand les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles auront été publiées.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 9 de l'annexe technique	Lettre de suite préfectorale	30 jours
13	Odeurs-Etude dispersion	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 28	Prescriptions complémentaires	18 mois
7	Autosurveillance Rejets	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Lettre de suite préfectorale	30 jours

Service Santé et Protection Animales, Protection de l'Environnement

Affaire suivie par : Sarah MASSOUTIER

Cité administrative – Rue de la Cité

B.P. 47405

31074 TOULOUSE CEDEX Tél. : 05 67 69 11 11

Mél : [ddpp-icpe@haute-garonne.gouv.fr](mailto:ddpp-icpe@haute-garonne.gouv.fr) 4

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
18	Entretien	Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 5	Lettre de suite préfectorale	30 jours
9	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 17	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation Administrative	Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 1	Sans objet
2	Modifications	Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 11	Sans objet
3	Déclaration Accidents-Incidents	Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 10	Sans objet
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 38	Sans objet
5	Consommation EAU	Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 20	Sans objet
6	Effluents-Surveillance	Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 43 de l'annexe technique	Sans objet
8	REJETS AQUEUX	Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 23	Sans objet
11	Odeurs-Surveillance annuelle	Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 43 de l'annexe technique	Sans objet
12	Observatoire permanent des odeurs	Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 47 de l'annexe technique	Sans objet
14	Rejets atmosphériques-Surveillance annuelle	Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 43 de l'annexe technique	Sans objet
15	Bruit-surveillance annuelle	Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 43 de l'annexe technique	Sans objet
16	Durée stockage sous puits animaux	Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 11 de l'annexe technique	Sans objet
17	Etat matières premières réceptionnées	Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 37 de l'annexe technique	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'équipe encadrante a été renouvelée fin 2022 avec un nouveau directeur de site et un nouveau responsable de production et maintenance.

Il a été constaté au regard des rapports relatifs à la surveillance annuelle des émissions, une tendance à l'amélioration pour 2022 avec une baisse des émissions.

De nombreuses modifications (optimisation du fonctionnement de la station de prétraitement des effluents, acquisition d'un laveur d'air, restructuration du stockage des graisses, remplacement de cuiseurs) en cours et à venir, vont permettre d'améliorer les émissions du site.

Les modifications en cours et à venir doivent être portées à la connaissance de l'inspection.

Au regard de ces modifications, du constat de certaines prescriptions inadaptées et de la nécessité de prendre des prescriptions supplémentaires (étude de dispersion, mise à jour des paramètres relevant de la surveillance de certains rejets), il conviendra de prendre en compte ces modifications dans un arrêté préfectoral complémentaire si elles sont jugées notables non substantielles.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation Administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société FRANCE GRAS dont le siège social est situé Parc d'activité de Pontivy Sud, Rue de Vicat Le SOURN 56300 est autorisée, sous réserve de l'observation des prescriptions annexées, à exploiter les installations suivantes, de l'Etablissement FRANCE GRAS, Z.I. de la Quille à AUTERIVE, visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>*2240-régime A:Extraction ou traitement des corps gras : 47 tonnes par jour</p> <p>*2221-régime A: Préparation de produits alimentaires d'origine animale par cuisson, séchage, y compris les aliments pour animaux de jour compagnie.</p> <p>Quantité de produits entrant : 180 tonnes par jour en jour de pointe et 130 tonnes par jour en moyenne.</p> <p>*2730-régime A: Traitement de sous-produits d'origine animale :180 tonnes par jour en jour de pointe et 130 tonnes par jour en moyenne</p> <p>*2731-régime D: Dépôt de sous-produits d'origine animale Quantité présente : 130 tonnes en moyenne.Quantité présente supérieure dans l'installation supérieure à 500 kg</p> <p>*2910-B-régime A</p> <p>Combustion dans deux chaudières fonctionnant avec de la graisse animale</p> <p>Puissance maximale de : 8,6 MW</p> <p>*2910-A- régime D: Combustion dans deux chaudières fonctionnant avec de la graisse animale et au fioul lourd</p> <p>Puissance thermique maximale de 8,6 MW</p> <p>*2260-régime D: Broyage, concassage, criblage de produits organiques naturels</p> <p>Puissance installée : 120 KW</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection a fait un point avec l'exploitant sur les rubriques, volumes d'activité et régimes associés. Il en ressort la nécessité d'une mise à jour des rubriques avec l'introduction des rubriques IED (3650 et 3642-1) qui sera affective lors de la prise de l'arrêté préfectoral complémentaire (Apc).</p> <p>La dénomination de l'exploitant ayant également changée, sera également modifiée dans l'APc.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 2 : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 11
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration modifications
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout agrandissement, adjonction, modification, apporté dans l'état ou la nature des activités ou des installations de l'établissement doit faire l'objet, suivant son importance, d'une déclaration ou d'une demande d'autorisation à l'autorité préfectorale.
<b>Constats :</b> L'exploitant informe l'inspection: - du remplacement d'un cuiseur en 2021, - des modification actuellement en cours au niveau de la station de pré-traitement tendant à optimiser son fonctionnement, - des modifications projetées pour 2023/2024 comprenant le remplacement des cuiseurs 2 et 3, l'optimisation de la sortie d'un cuiseur, l'amélioration des conditions de stockage des graisses par la création d'un nouveau bâtiment à air aspiré et de nouvelles cuves, l'installation d'un laveur d'air, d'un poste électrique de 2000kVA et l'utilisation d'un nouveau logiciel de conduite des exploitations.  <u>Remarque:</u> ces modification doivent être portées à la connaissance de l'inspection qui en évaluera le caractère notable et/ou substantiel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3: Déclaration Accidents-Incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article art 10
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration Accidents-Incidents
<b>Prescription contrôlée :</b> Le permissionnaire est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cet établissement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Absence d'accident ou d'incident survenus en 2022/2023 de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4: Déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 38

**Thème(s) :** Autre, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Article 38 — Les différents déchets produits par l'installation, leurs conditions de stockage et d'enlèvement sont précisés dans le tableau suivant :

-20 01 01 et 15 01 02: Cartons, papiers, Plastiques: 3 t/an, Benne DIB :12 m3, Société ONYX: 5 à 6 enlèvements/an

-15 01 02: Palettes 10 unités/an. les palettes détériorées sont envoyées à la déchetterie du district

-02 01 99: Ferrailles 10 t/an Benne Reprises par un ferrailleur (Sté DELAMARRE)

-02 02 04: Refus du dégrillage et dégraissage des eaux usées, 50 t/an, Bac de 1m3, 1 Traité par la société FERSO BIO

-02 02 99: Déchets du laboratoire (produits chimiques),1 m3/an, Transfert sur le site de FRANCE - GRAS à

Pontivy, Traité par une société Spécialisée (SOREDI)

-10 01 01 et 10 01 99: Cendres de l'oxydeur, 100 kg/mois, Fût, Traitées par une usine KIO

-13 05 04: Boues hydrocarburées, 1 m3/an - Pompées et traitées par une entreprise spécialisée

**Constats :** L'inspection a constaté une différence entre les déchets produits par l'installation notifiés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et les déchets actuellement produits, déclarés dans les déclarations annuelles 2021/2022 GEREP:

-07 01 04\*:autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques

-11 01 06\*:acides non spécifiés ailleurs

-12 03 01\*:liquides aqueux de nettoyage

-13 02 08\*:autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification

-15 01 10\*:emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus

-15 02 02\*:absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses

-16 02 13\*:équipements mis au rebut contenant des composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 12

-16 05 04\*:gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses

-16 05 06\*:produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuses, y compris les mélanges de produits chimiques de laboratoire

-19 08 01:déchets de dégrillage

-20 03 01:déchets municipaux en mélange

-16 01 17 : métaux ferreux

Cette prescription est inadaptée. Cela nécessite une modification de la prescription qui interviendra dans un travail d'instruction ultérieur pour modifier la prescription via un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 5: Consommation EAU**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 20
<b>Thème(s) :</b> Autre, Prélèvements et consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Le niveau de consommation d'eau par tonne de matières premières traitées doit être égal ou inférieur à 850 litres.
<b>Constats :</b> Le volume de matières premières traitées est pour 2022 de 35 384 Tonnes par an. La consommation maximale autorisée est donc de 30 076 400 l/an (30 076,4m3/an) La facture du 11/10/2022 pour la consommation du 08/2021 au 07/2022 indique une consommation en eau de 16 148 m3/an, bien inférieure au seuil maximum autorisé.
<b>Observations :</b> L'approvisionnement en eau sur le site provient uniquement du réseau public.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6: Effluents-Surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article art 43 de l'annexe technique
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place des mesures de surveillance des émissions et à ses frais selon le programme suivant : - pour les valeurs des paramètres de l'effluent avant raccordement à la station d'épuration : une mesure par mois.
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise des analyses mensuelles sur ses rejets aqueux conformément à la prescription. Un tableau de synthèse des résultats 2022/2023 a été communiqué en amont du contrôle à l'Inspection. Au moment du contrôle, l'Inspection a observé par sondage 2 de ces analyses (février et octobre 2022).
<b>Remarque:</b> La prescription prévoit la surveillance de l'azote global (Ngl) et non de l'azote Kjeldahl (NTK) comme réalisé. Il conviendra de le prendre en compte dans les prochaines analyses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7: Autosurveillance Rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.  La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> Dans le cadre de la préparation du contrôle, l'Inspection a consulté le 22/02/2023 dans GIDAF ( Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) les déclarations de l'autosurveillance mensuelle de l'Installation des émissions de ses rejets aqueux. Il a constaté l'absence de déclaration pour les années 2018 à ce jour. L'inspection a notifié à l'exploitant de compléter ses déclarations à minima pour 2022 et 2023.  Au moment du contrôle, les déclarations sont encore incomplètes. Seuls les mois de novembre et décembre 2022 et janvier, février 2023 ont été renseignés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 8: Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 23
<b>Thème(s) :</b> Autre, Traitement des Effluents et conditions de rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> La convention de rejet sera communiquée à l'inspecteur des installations classées dès signature. Cette convention précisera le flux et les concentrations limites des effluents compatibles avec un bon fonctionnement de la station. Les valeurs limites de concentration de l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à la station d'épuration urbaine seront conformes aux indications des articles 34 et 35 de l'arrêté du 2 février 1998, permettant un traitement satisfaisant des effluents à la station d'épuration réceptrice.
<b>Constats :</b> *Les résultats d'analyses mensuels transmis pour 2022 et 2023 indiquent: - des VLE non respectées pour certains paramètres: MES, DBO5, DCO, Ngl pour les mois de janvier 2022 à Octobre 2022 - des VLE conformes à partir de novembre 2022 et ce jusqu'à aujourd'hui. Ce retour à la conformité des VLE est le résultat des modifications, réalisées en 2022, au niveau du process et de certains équipements permettant une amélioration des opérations de pré-traitement.  *L'exploitant a transmis le nouvel arrêté d'autorisation spéciale de déversement des eaux usées non domestiques du 14/12/2021 valable 5 ans ( n° A20211214-193).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 17
<b>Thème(s) :</b> Autre, Séparation eaux pluviales et eaux souillées
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents effluents sont traités de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>- les eaux pluviales non souillées transiteront par un séparateur à hydrocarbure, et par un bassin de confinement avant leur infiltration dans le sol via des puits secs,</li><li>- les eaux ayant été en contact avec des matières premières ou avec des surfaces susceptibles d'être souillées par des matières premières des produits en cours de transformation ou des produits finis seront traitées dans la station d'épuration d'AUTERIVE.</li><li>- les eaux vannes sont traitées par la station d'épuration d'AUTERIVE.</li></ul>
<b>Constats :</b> Il a été constaté au moment du contrôle, sur l'un des murs extérieur du local cuisson, la présence d'une canalisation évacuant de l'eau de purge du process cuisson directement évacuée dans une canalisation au sol recevant également les eaux pluviales non souillées.  L'exploitant doit confirmer que ces eaux "mixtes" sont acheminées vers le pré-traitement interne avant traitement par la station d'épuration d'AUTERIVE en fournissant un justificatif.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 10: Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 9 de l'annexe technique
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conception installations de réception et stockage des sous-produits animaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de réception et les installations de stockage des sous-produits d'origine animale doivent être sous bâtiment fermé pour limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement, notamment par l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement.
<b>Constats :</b> -Présence au plafond du bâtiment de réception et de stockage des matières premières (MP), d'évents centraux ouverts. -La porte d'entrée du bâtiment réception/stockage MP est détériorée: présence d'un orifice en partie basse et les bords ne sont plus complètement hermétiques. + 1 vitre cassée en local de stockage des bigbag
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 11: Odeurs-Surveillance annuelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 43 de l'annexe technique
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance annuelle des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place des mesures de surveillance des émissions et à ses frais selon le programme suivant : - pour les odeurs : une mesure annuelle dans le bâtiment cuisson aérodisperseur, la cheminée de l'oxydeur, le local broyage des farines, les silos de farine lors d'un chargement et le lieu de stockage des graisses lors d'un chargement.  Si une mesure représentative et permanente du débit d'odeur est réalisée notamment à l'aide de nez électroniques, la périodicité est de une fois tous les deux ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise la surveillance annuelle des émissions d'odeurs. Les rapports de la société EGIS ont été transmis à l'inspection pour la surveillance 2021 et 2022. La conclusion du rapport 2021 indique: -des odeurs très persistantes au niveau du chargement des graisses (risque important d'être perçues dans l'environnement) -des odeurs persistantes au niveau du local cuisson susceptibles d'être perçues dans l'environnement proche Le rapport 2022 conclut à une baisse sensible des émissions d'odeurs par rapport à 2021 avec des odeurs persistantes au niveau du chargement des graisses.  Remarque: l'exploitant indique qu'afin d'améliorer le traitement des odeurs, il a le projet (2023/2024) d'installer un laveur d'air en complément du thermo-oxydeur avec captage et traitement de l'air ambiant de l'usine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12: Observatoire permanent des odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article art 47 de l'annexe technique
<b>Thème(s) :</b> Autre, Observatoire permanent des odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de permettre une meilleure prévention et un meilleur suivi des nuisances olfactives, l'exploitant mettra en place un observatoire des odeurs permanent, permettant : <ul style="list-style-type: none"><li>- soit de suivre un indice de gêne ou de confort olfactif perçu par la population au voisinage de l'installation, conformément à l'annexe I.</li><li>- soit de qualifier l'évolution du niveau global de l'impact olfactif de l'installation.</li></ul> Les résultats seront communiqués une fois par an à l'inspecteur des Installations Classées
<b>Constats :</b> L'exploitant a pris attache auprès de la société OLENTICA pour la mise en œuvre de l'observatoire des odeurs avec la mise en place d'un comité des riverains par la réalisation de 2 réunions: <ul style="list-style-type: none"><li>- le 01/12/2021: présentation de l'usine et du comité de riverains et</li><li>- le 15/03/2022: formation aux différents type d'odeurs.</li></ul> La 3eme réunion qui était prévue n'a pas eu lieu faute de retours des riverains. La mise en oeuvre de l'observatoire des odeurs est donc interrompue.  Remarque: l'exploitant projette une rencontre avec la Mairie pour présenter son activité et les mesures mises en oeuvre sur le site pour limiter les émissions.  Cette prescription est inadaptée. Cela nécessite une modification de la prescription qui interviendra dans un travail d'instruction ultérieur pour modifier la prescription via un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



### N° 13 : Odeurs-Etude dispersion

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 28

**Thème(s) :** Autre, Etude de dispersion

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

« Dans les installations traitant par déshydratation les "sous-produits d'origine animale", le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini comme le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population conformément à la norme NF EN 13725.

-Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m<sup>3</sup>/h, par le facteur de dilution au seuil de perception (ou niveau d'odeur) exprimé en nombre d'unités d'odeur par m<sup>3</sup>.

Dans les installations existantes, à partir des rejets de chacune des sources exprimés en débit d'odeur aux conditions normales olfactométriques (à savoir T = 20 °C et P = 101,2 kPa, en conditions humides), l'exploitant s'assure, sur la base d'une étude de dispersion, que la concentration d'odeur, calculée dans un rayon de 3 kilomètres par rapport aux limites de propriété de l'installation ne dépasse pas 5 uoE/m<sup>3</sup> (unités d'odeur européennes par mètre cube) plus de 175 heures par an (soit une fréquence de 2 %).

Dans les installations nouvelles, à partir d'une estimation des rejets de chacune des sources exprimés en débit d'odeur aux conditions normales olfactométriques (à savoir T = 20 °C et P = 101,2 kPa, en conditions humides), l'exploitant démontre dans l'étude d'impact, sur la base d'une étude de dispersion, que la concentration d'odeur, calculée dans un rayon de 3 kilomètres par rapport aux limites de propriété de l'installation ne dépasse pas 5 uoE/m<sup>3</sup> plus de 44 heures par an (soit une fréquence de 0,5 %).

La fréquence de dépassement prend en compte les éventuelles durées d'indisponibilité des installations de traitement des composés odorants.

Cette étude de dispersion est réalisée par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées, aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité.

Le mode de calcul utilisé pour l'étude de dispersion doit prendre en compte les conditions aérodynamiques et thermiques des rejets, ainsi que les conditions locales de dispersion, topographiques et météorologiques.

La liste des sources caractérisées et quantifiées et le choix du modèle de dispersion sont justifiés par l'exploitant.

Les méthodologies mises en œuvre sont décrites.

A défaut de la réalisation d'une étude de dispersion, la concentration d'odeur à retenir, quelle que soit la hauteur d'émission, ne doit pas dépasser 1 000 uoE/m<sup>3</sup> par source.

En cas de plaintes pour gêne olfactive, le préfet peut imposer, en complément des mesures prévues à l'article 49, la mise à jour de l'étude de dispersion à l'exploitant. Il peut également fixer une fréquence de réalisation d'études de dispersion dans l'arrêté préfectoral d'autorisation

**Constats :** Au regard du bilan de la concentration d'odeurs émise par l'Installation depuis 2010, transcrit dans le dernier rapport d'EGIS sur le suivi annuel des émissions d'odeurs du site pour l'année 2022, avec certaines années, des dépassements >1 000 uoE/m<sup>3</sup> pour le chargement des graisses et le local cuisson en moindre importance

Au regard des plaintes récurrentes pour gêne olfactive transmises chaque année et l'impossibilité de mener à bien l'observatoire permanent des odeurs, l'Inspection propose la mise à jour de l'étude de dispersion.

Cela fera l'objet d'une prescription dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 18 mois

**N° 14 : Rejets atmosphériques-Surveillance annuelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 43 de l'annexe technique
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance annuelle des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place des mesures de surveillance des émissions et à ses frais selon le programme suivant : pour les rejets dans l'atmosphère dont les paramètres figurent à l'article 31 : une mesure par an.
<b>Constats :</b> La surveillance annuelle est réalisée par la société APAVE. 2022: rapport n° 10736811-0004-1 pour une intervention réalisée le 08/06/2022 2021: rapport n°10736811-003-2 pour une intervention réalisée le 22/06/2021 2020: rapport n°11576123-001-01 pour une intervention réalisée le 27/07/2020  En conclusion de ses rapports, aucun dépassement n'a été relevé avec un respect des valeurs limites émises.  Il a été constaté que les paramètres faisant l'objet de cette surveillance, définis dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2006, sont incomplets par rapport aux paramètres notifiés dans l'article 34 de l'arrêté ministériel du 12/02/2003 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation pour la rubrique 2730. Il conviendra de modifier cette prescription dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15: Bruit-surveillance annuelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 43 de l'annexe technique
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance annuelle des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place des mesures de surveillance des émissions et à ses frais selon le programme suivant : -pour les émissions sonores : Une campagne de mesure par an
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise bien une surveillance annuelle des niveaux sonores émis dans l'environnement. Les 2 rapports correspondants à la surveillance de 2021 et 2022 ont été présentés. -rapport APAVE de l'intervention du 17/06/2021 avec des niveaux en limite de propriété dépassés en un ou plusieurs points et le dépassement du seuil au point D en période nocturne dû à des purges vapeur successives. Aussi, l'exploitant a installé en 2022 un silencieux vapeur au niveau de l'oxydeur afin de diminuer les émissions de bruit à ce niveau -rapport APAVE de l'intervention du 07/06/2022 concluant à des niveaux en limite de propriété et émergences conformes.  L'exploitant indique également suivre le paramètre "bruit" dans son suivi mensuel de fonctionnement avec des actions correctives (maintenance) associées.  Remarque: Le point de contrôle D "Purge vapeur" (période nocturne) qui avait fait l'objet de mesures en 2021 avec des résultats non conformes n'a pas fait l'objet d'une surveillance spécifique lors de l'intervention de 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Durée stockage sous produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 11 de l'annexe technique
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conditions stockage Sous produits animaux
<b>Prescription contrôlée :</b> « Le stockage avant traitement ne doit pas dépasser 24 heures si les sous-produits d'origine animale sont entreposés à température ambiante. Ces délais peuvent être allongés si la totalité des sous-produits d'origine animale est maintenue à une température inférieure à + 7°C. Dans ce cas et pour les installations traitant par déshydratation, le traitement doit démarrer immédiatement après la sortie de l'enceinte maintenue à cette température »
<b>Constats :</b> L'entreposage est réalisé à température ambiante. La durée de stockage devant être < 24h, ce paramètre est un prérequis faisant l'objet d'une surveillance spécifique: pour chaque collecte, il est tracé l'heure de collecte chez le fournisseur et l'heure de vidange de la matière dans le trémi au début de la prise en charge chez SOLEVAL pour la transformation. Le calcul du temps écoulé est réalisé et enregistré (vérification des enregistrements faites sur place). Si un dépassement du délai des 24h est constaté, la matière est déclassée en catégorie 2 et redirigée vers la site ATEMAX à Agen autorisé et agréé pour traiter ce type de sous produits animaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 17 : Etat matieres premières réceptionnées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 37 de l'annexe technique
<b>Thème(s) :</b> Autre, Etat matieres premières réceptionnées
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les denrées alimentaires d'origine animale en provenance des grandes et moyennes surfaces, des industries agroalimentaires et des circuits de distribution ne peuvent être collectées et introduites dans l'installation que si elles ont été sorties préalablement de leur emballage et de leur conditionnement. »
<b>Constats :</b> Lors du contrôle de la zone de réception/stockage des matières premières réceptionnées, il n'a pas été observé la présence de matières premières emballées ou conditionnées. L'exploitant indique que c'est une prescription suivie dans le cadre du contrôle matière première mis en oeuvre au niveau de la collecte et de la réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18: Entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2006, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Entretien installation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence.
<b>Constats :</b> le joint de la porte du local cuisson donnant sur l'extérieur n'est pas complètement jointif au sol.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours